

ARRETE N° AP 034 116 24 M 0005
PORTANT AUTORISATION DE POSE D'ENSEIGNES

—
LG BARBIERE

FIGURES
AFFICHAGE EFFECTUE
DU 24/01/2025
AU 24/03/2025
NON OPPOSITION
GRABELS, LE
LE MAIRE,

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE GRABELS

Vu l'article L581-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu la délibération N° M2021-103 datée du 29 mars 2021 portant approbation du Règlement Local de Publicité Intercommunal ;

Vu la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP 034 116 24 M0005, concernant l'installation d'enseignes sur un immeuble sis **24 Rue du Portail – 34790 GRABELS**, déposée le **28/11/2024** et complétée le **17/01/2025** par **Madame Laurianne GOMEZ** représentant **l'EURL LG BARBIERE**, dont le siège social est situé 24 Rue du Portail à 34790 GRABELS ;

Considérant que le projet présenté est situé en zone ZP 1a du RLPI en vigueur,

Considérant que le dossier présenté est conforme à la réglementation en vigueur.

ARRETE

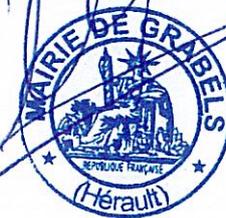
Article 1^{er} : Le pétitionnaire est autorisé à effectuer les travaux tels que décrits dans le dossier ;

Article 2nd : M. le Directeur Général des Services et M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera directement adressé au demandeur.

Fait à GRABELS, le

21 JAN. 2025

Le Maire,
René REVOL



Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de la date de la notification, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la demande d'autorisation préalable pour la pose d'une enseigne au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.